

Se creuser la tête...

pour replacer l'agriculture à la place stratégique qu'elle devrait occuper

L'agriculture française est en danger et c'est très grave puisqu'elle nourrit la population, entretient et façonne les paysages et crée des richesses. De plus, c'est une source précieuse d'emplois en elle-même mais aussi dans les nombreuses filières agro-alimentaires qu'elle génère et grâce à la vie rurale qu'elle anime. C'est pourquoi notre candidat idéal va faire preuve d'intelligence pour engager une réforme structurelle qui donne un nouveau souffle à notre principal secteur productif, restaure la confiance des agriculteurs en l'avenir et permette leur intégral renouvellement lors de leur départ avec une digne retraite. Il se creusera les méninges pour proposer à ses homologues européens une réorientation complète de la PAC.

Objectif : revenir aux fondamentaux des traités de Rome et de Lisbonne, notamment pour assurer l'autosuffisance alimentaire de l'Europe et un revenu décent aux agriculteurs.

Savoir donner de la voix...

pour arracher l'exception agricole à l'OMC

Au-delà des mesures « nationales », notre candidat idéal compte défendre l'agriculture au niveau international en exigeant de l'UE qu'elle promeuve la mise en place du principe d'exception agricole à l'OMC. Pour atteindre cet objectif, il mènera plusieurs actions concrètes :

- › protéger l'agriculture européenne de la concurrence déloyale et destructrice des autres agricultures mondiales par des droits de douane variables aux frontières de l'UE ;
- › refuser les importations dont les normes de production ne correspondent pas aux normes européennes ;
- › lutter contre la concurrence déloyale sur le plan fiscal, social et environnemental en UE en travaillant à l'harmonisation des normes ;
- › permettre le développement des agricultures des autres zones du monde en éliminant les subventions aux exportations qui concurrencent les produits locaux, pour permettre à tous les États d'atteindre la sécurité alimentaire.

Taper du poing sur la table, voire même la renverser, pour mettre en place une régulation des productions et des marchés à l'échelle européenne

Notre candidat idéal exigera des autres partenaires européens la réorientation immédiate de la PAC vers une véritable politique agricole et alimentaire assurant l'autosuffisance alimentaire de l'Europe, à travers la régulation des productions et des marchés. Pour cela, il proposera le recentrage de la production européenne vers l'autosuffisance alimentaire des Européens en comblant le déficit en protéines avec de réels outils de régulation des productions agricoles qui stabilisent les marchés à un niveau rémunérateur pour les agriculteurs. Il permettra ainsi une collaboration positive entre les agriculteurs européens, l'installation de nouveaux agriculteurs, la préservation de l'environnement et la création d'emplois au bénéfice de la société (consommateurs, citoyens, contribuables) et de l'économie.

Être en jambes...

pour constater sur le terrain le résultat de la politique agricole

Réaliste... C'est bien là l'une des principales qualités de notre candidat idéal. Il constatera et il corrigera les erreurs de ses prédécesseurs ! Par exemple, aujourd'hui, alors que notre agriculture semble prendre le virage du tout assurantiel, notre candidat idéal estime que ce n'est pas la bonne option, qu'il faut plutôt traiter le mal à la racine et que ce mal s'appelle la dérégulation.

En effet, selon lui, pour garantir les agriculteurs contre les risques de toute nature, rien ne vaudra jamais une politique agricole basée sur des prix rémunérateurs, l'agriculteur dégageant un revenu suffisant pour constituer lui-même son épargne de précaution mobilisable les années de vache maigre. Grâce à son réalisme il a compris qu'une politique assurantienne remplit les assiettes des assureurs mais pas celles des consommateurs.

Être droit dans ses bottes...

pour fixer des priorités politiques claires et tenir parole

Les agriculteurs en ont assez des responsables politiques qui prônent une chose et son contraire au gré des sondages ou des campagnes dites chocs de la part d'associations dont l'objectif n'est pourtant que rarement l'intérêt général. Notre candidat idéal a le sens de l'État et des responsabilités : il fait front aux vents contraires pour mener une politique concertée dans l'intérêt supérieur et stratégique du pays. Il fait de la politique, et pas de la propagande pour masquer son inaction. Il restaure la confiance des agriculteurs en s'occupant réellement de la production vitale de l'agriculture car comme disait Socrate : « On ne peut appeler homme d'État quelqu'un qui ignore tout des problèmes du blé. »

Avoir de bonnes oreilles...

Stop à la cogestion ! Notre candidat idéal ne compte pas être le prochain porte-parole du syndicat dit « majoritaire » dont il a identifié les responsabilités de la crise profonde de l'agriculture. Il écouterait les propositions et idées de tous les syndicats pour se forger sa propre opinion et surtout, il ne céderait pas aux éventuelles pressions, car il sait que l'avenir de milliers d'agriculteurs est entre ses mains et que cela est bien plus important que de satisfaire les intérêts d'une minorité, aussi puissante soit-elle...

Ne pas jeter de la poudre aux yeux...

pour réellement résoudre les problèmes

Les mesures d'urgence ne sauvent pas, elles accompagnent les agriculteurs qui disparaissent.

Notre candidat idéal le sait bien et c'est pour cela qu'il voudra prendre des dispositions efficaces telles que celles qui réguleront nos productions et nos marchés.

Il rejettera le concept de gestion de risques et de volatilité avec leurs impacts pour adopter celui de la prévention afin de sécuriser la rentabilité de l'agriculture selon les règles normales de l'économie qui imposent de vendre les productions au-dessus de leur coût de production. Mais lorsque cela sera nécessaire, en cas de crise grave telle que sanitaire par exemple, plutôt que de se défaire sur les agriculteurs il saura mobiliser la solidarité nationale à travers l'État qui assumera ses responsabilités. Stop aux belles paroles, place aux actes !

Entamer un bras de fer...

pour que les agriculteurs aient des prix rémunérateurs à la production

La vente à perte ? Terminé !

Coopératives, industriels privés, préparez-vous à revoir votre copie : vous rejoignez maintenant le même bateau que celui des agriculteurs car notre candidat idéal mettra tout en œuvre pour qu'ils ne soient plus votre variable d'ajustement.

Son objectif est clair : passer d'une politique d'aides à une politique de prix rémunérateurs, qui couvrent les coûts de production que vous devrez désormais considérer.

Pour cela, il protégera le marché agricole européen par des barrières douanières adaptées pour stabiliser les prix des produits agricoles en fonction de leur réelle valeur économique, et non des cours mondiaux basés sur les moins-disants.

Mettre du cœur à l'ouvrage...

pour réformer en profondeur le financement de la protection sociale des agriculteurs

La protection sociale des agriculteurs et de leurs salariés constitue une charge extrêmement lourde que portent les seuls actifs agricoles en France et une source de distorsion de concurrence importante par rapport à l'ensemble de nos concurrents directs. Notre candidat idéal veut sauver la protection sociale française. Pour cela il souhaite expérimenter une TVA sociale en agriculture qui consisterait à faire financer la protection sociale non plus par le travail mais par la consommation, puisque l'ensemble des consommateurs profite des produits agricoles français de qualité. Il éliminerait les charges sociales des exploitants et des salariés de l'agriculture, pour les compenser par une augmentation de la TVA sur les produits consommés, hausse qui sera entièrement affectée au financement de la protection sociale agricole. Vu la faible part du produit agricole dans le produit final, cette hausse serait peu pénalisante pour le consommateur. De plus elle permettrait d'exporter des produits n'ayant pas supporté notre

protection sociale tout en y faisant participer les importations.

Mettre un coup de pied dans la fourmière...

pour revenir sur la surenchère normative envers les agriculteurs

Notre candidat idéal trouve inadmissible de proposer à la consommation des produits (viande, fruits, légumes...) en provenance d'un autre pays, ayant fait l'objet de traitements avec des produits (vétérinaires ou phytosanitaires) non autorisés en France et dont le producteur d'origine ne peut être identifié avec certitude. Les normes, faites pour protéger les consommateurs, ne jouent plus leur rôle et deviennent des obstacles permanents pour les producteurs européens, tout en laissant passer l'ensemble des produits importés à travers leurs mailles.

Notre candidat idéal compte donc uniformiser les exigences en matière de traçabilité et de normes des produits, quitte à utiliser un cadre dérogatoire avec des normes régionales pour certains produits spécifiques (fermiers).



COORDINATION RURALE

BP 50590 – 32022 AUCH Cedex 9

Tél. : 05 62 60 14 96 – Fax : 05 62 60 14 31

E-mail : crun@coordinationrurale.fr

www.twitter.com/coordinationrur

www.facebook.com/coordinationrurale.fr

Contacts



Bernard Lannes
Président
bernard.lannes@coordinationrurale.fr
06 15 34 95 35



François Lucas
Président d'honneur
francois.lucas@coordinationrurale.fr
06 70 64 88 15



Véronique Le Floc'h
Secrétaire générale
veronique.lefloch@coordinationrurale.fr
06 03 75 66 45

Marion VIGNIER
Chargée de communication
Mobile : 06 70 80 99 51
marion.vignier@coordinationrurale.fr

David PALAYSI
Chargé de communication
Mobile : 06 76 52 01 03
david.palaysi@coordinationrurale.fr



ÉLECTIONS PRÉSIDENTIELLES 2017

*Les 10 mesures phares du candidat idéal
de la Coordination Rurale*



**Prendre à
bras-le-corps
la relance de
l'agriculture pour
en faire un secteur
économique
essentiel**